

programme semble fructueux, donnons-lui plus d'ampleur. Sinon, abandonnons-le et ne dépensons pas d'argent en pure perte; cela peut demander un certain courage, néanmoins il faut faire face aux réalités et l'échec en est une. Si nous ne réussissons pas dans une certaine région, ne continuons pas à lui affecter plus de fonds et à aggraver notre insuccès.

En terminant, il reste une autre chose à ne pas oublier: simplement que nous ne saurions attendre des miracles et que nos objectifs ne seront pas atteints en un jour. Certains des programmes envisagés peuvent prendre des années à porter des fruits et, dans bien des cas, la seule élaboration peut prendre beaucoup de temps. Il faudra en outre de la patience et de la compréhension, et une grande mesure de tact et de diplomatie.

M. Lundrigan: Je suis très heureux de pouvoir dire quelques mots sur le bill C-173. J'attendais depuis quelque neuf mois que le débat de cette partie de la mesure sur l'organisation du gouvernement nous permette de formuler quelques observations.

J'ai écouté le discours du ministre cet après-midi avec autant d'intérêt que ses déclarations lors de son accession à son poste, car j'estime que le ministre de l'Expansion économique régionale détient l'un des portefeuilles les plus exigeants et les plus importants du gouvernement actuel. Lorsque je parle de l'importance de sa tâche pour l'ensemble du Canada, j'avoue me sentir un peu coupable d'avoir considéré la disparité régionale comme un problème particulier aux régions atlantiques. Toutefois, après avoir entendu bon nombre des participants au débat, je vois mieux que tel n'est pas le cas, même si c'est peut-être là que le problème est le plus répandu. Dans tout le Nord du Canada, en Colombie-Britannique, dans certaines parties de l'Ontario, dans la majeure partie du Québec et dans toute la région atlantique, je le sais, il existe des secteurs dont le ministre devra relancer l'économie. Cette tâche pose un important défi au ministre, pour une autre raison. Le gouvernement actuel et le nouveau premier ministre ont fait deux promesses au Canada, promesses qui, j'espère, seront toutes deux remplies. Je ne critiquerai certes pas le premier ministre s'il peut atteindre les deux objectifs qu'il a fixés à son gouvernement. Le premier est la création d'une société juste, dont on a beaucoup

parlé; le deuxième, l'élimination des disparités régionales au Canada. Donc, à mes yeux, c'est au ministre lui-même d'accomplir la grande tâche que lui a confiée le premier ministre, celle d'éliminer dans une large mesure les disparités régionales et les inégalités économiques qu'on peut constater au Canada. Voilà pourquoi le ministre, à mon sens, assume une responsabilité de premier plan au sein du cabinet. La réputation du ministre au sein du gouvernement dépendra en grande partie, je crois, du succès des efforts du gouvernement pour faire disparaître les inégalités régionales.

C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai suivi le travail de restructuration de ses cadres entrepris par le gouvernement dès son accession au pouvoir. Je me souviens qu'au moment de présenter le bill, le premier ministre avait tenté de prévoir les remarques des députés de l'opposition, mes remarques de ce soir. Il a fait allusion à un Romain des temps anciens. Il a aussi fait allusion aux gens qui passent leur temps à se restructurer, comme le fait la méduse de l'Atlantique, et qui ne revêtent jamais une forme définitive. Il y a là, je crois, un grave danger pour les nouveaux gouvernements.

Si j'avais été élu premier ministre du Canada le 25 juin dernier, voici ce que j'aurais fait: Tout d'abord, j'aurais créé une demi-douzaine de commissions spéciales et toutes sortes de groupes d'étude, ce qui m'aurait laissé le temps d'apprendre mon rôle, au besoin. Une des raisons pour lesquelles je n'ai pas été élu premier ministre, c'est que je ne sais pas encore comment gouverner un pays. J'aurais participé à un grand débat sur les langues et sur les problèmes culturels et pluriculturels du Canada. J'en aurais fait une des questions importantes à traiter dans notre Parlement. J'aurais introduit des lois sur l'avortement et l'homosexualité et j'aurais parlé de la reconnaissance diplomatique du Vatican. Si je n'avais pas su quoi faire, voilà à quoi je me serais employé. Ce que je veux dire, c'est que je me réjouis de cette loi parce que je considère qu'il est temps de nous débarrasser du gouvernement par le silence, du gouvernement par échappatoires et du gouvernement par diversions, car c'est ce qui arrive à un gouvernement qui passe son temps à apprendre ce qu'il doit faire. Le gouvernement a devant lui quatre ans; tout au moins, c'est là la durée du mandat que le peuple canadien lui